



9 OCTOBRE 2023

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **EUROPEAN MEDIA FREEDOM ACT, SOMMET DE GRENADE ET SUCCESSION DE F. TIMMERMANS**

Avec cette semaine, les contributions de :

Elise BERNARD,  
Alexandra CHTEOUI,  
Edouard GAUDOT,  
Fjollë IBRAHIMI,  
Tom LANDFRIED,

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## ÉLECTIONS, SLOVAQUIE, LE ROI DE LA POMME DE TERRE

Caractéristique inquiétante de nos temps tragiques, les choix démocratiques des électeurs peuvent désormais avoir de sérieuses incidences sur l'état de l'État de droit - et leur avenir démocratique. C'est le cas en Slovaquie, où les élections législatives du samedi 30 septembre 2023 ont placé le parti Smer, dirigé par Robert Fico, en première place. Membre de la famille social-démocrate mais inculpé pour formation de groupe criminel organisé, et populiste dans ses pratiques et son discours, l'ancien Premier ministre Fico, après une campagne fondée sur une rhétorique anti-OTAN et anti-migrants, le redevient pour la 3e fois, à la tête d'une coalition eurosceptique et prorusse.



- Argumentant que le coût des sanctions est plus fort pour l'UE que pour la Russie, sa campagne de ne plus apporter de soutien politique et militaire à l'Ukraine semble avoir séduit les électeurs.
  - Cette victoire consolide la position minoritaire de la Hongrie de Viktor Orbán et pourrait favoriser d'autres courants prorusses, comme en Bulgarie.
  - Elle s'inscrit aussi dans une vague d'euroscepticisme montant, particulièrement nette dans les gouvernements au pouvoir en Europe centrale, mais qui concerne également des partis en France, en Allemagne et en Espagne.
  - Une tendance qui affecte aussi les prochaines élections législatives décisives (Pologne en octobre, Pays-Bas en novembre), à moins d'un an des élections pour le Parlement européen.

- L'inquiétude à Bruxelles et dans les capitales se cristallise autour de la dérive illibérale du nouveau gouvernement slovaque qui pourrait renforcer les tensions entre pays membres et fragiliser l'UE.
  - De l'élection pourrait découler une érosion progressive des droits fondamentaux, en particulier la liberté de la presse et l'indépendance de la justice, en Slovaquie.
    - Le meurtre du journaliste Ján Kuciak, qui enquêtait sur la corruption du gouvernement et de l'entourage de R. Fico, en avait été un premier signe d'alerte en 2018.
  - Renforcés par l'élection slovaque, les gouvernements illibéraux pourraient aussi paralyser le processus de réforme des institutions, nécessaire à l'élargissement de l'UE.
  - Si la Slovaquie dispose d'un poids moindre dans les décisions européennes en raison de sa petite population, son droit de veto peut peser sur certains sujets, comme les questions de défense.
- Cette campagne a en outre été marquée par l'usage notable de l'intelligence artificielle au service de la désinformation et de la manipulation électorale.
  - De nombreux deep fakes (enregistrements ou vidéos truqués) ont circulé sur les réseaux sociaux durant la campagne, discréditant les adversaires de Robert Fico ou favorisant les récits prorusses, mettant ainsi en péril le débat démocratique.
  - Le Digital Services Act, entré en vigueur fin août, pourrait changer la donne dans les élections de l'an prochain.
    - Malheureusement, ces procédés de désinformation sont amenés à se multiplier et sont déjà utilisés par la Russie comme technique de déstabilisation de l'UE.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## MÉDIAS, RÉGLEMENTATION, DROITS FONDAMENTAUX, SUPER VICIOUS

Au-delà de l'actualité slovaque, c'est dans un contexte de forte détérioration de l'indépendance des médias et de la qualité du débat public qu'est discuté et voté un nouveau règlement européen, European Media Freedom Act (EMFA), sur la liberté de la presse en ligne. Le point de clivage : au sein de régimes libéraux démocratiques, quel peut être la place réservée à la supervision des médias ?



- Le nouveau règlement, adopté le 3 octobre 2023, avec une large majorité (448 votes pour, 102 contre et 75 abstentions), entend protéger le pluralisme et l'indépendance des médias au sein des États membres.
  - Il demande aux Etats d'établir de nouvelles réglementations quant à la protection et l'intégration du marché intérieur des médias, la préservation du pluralisme et la liberté des médias en ligne, la délimitation de la définition de « service de médias », la mesure de l'audience, la libre circulation d'informations fiables ainsi que la protection de l'indépendance éditoriale.
  - Les fournisseurs de services de médias devront aussi être transparents et se munir d'un comité de rédaction qui serait alors autonome et indépendant des acteurs politiques.
  - De plus, le règlement instaure, pour les plateformes comptabilisant plus de 45 millions d'utilisateurs mensuel actifs, un délai de 24 heures avant la suppression du contenu litigieux.

- Le nouveau règlement entend redistribuer les cartes d'un débat polarisé :
  - L'eurodéputée Christel Schaldemose (DK-S&D) s'oppose au monopole exercé par les dirigeants de Meta et Twitter sur les médias en ligne et soutient activement le projet.
    - Sabine Verheyen (DE-PPE) est également favorable à l'adoption du règlement, qu'elle estime protecteur des médias européens et n'interférant pas avec la liberté de la presse.
  - Les représentants du quatrième pouvoir semblent être favorables au règlement.
    - Renate Schroeder, directrice de la Fédération européenne des journalistes a témoigné de son soutien dans une tribune pour Euractiv.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## MÉDIAS, RÉGLEMENTATION, DROITS FONDAMENTAUX, CHACUN SA EMFA

La liberté des médias est centrale à nos modèles démocratiques. Le débat public a besoin d'une information accessible pour l'ensemble des citoyens, d'une expression libre et contradictoire, et d'organes de presse indépendants des pouvoirs économiques et politiques. Le problème est que nos sociétés sont aussi embourbées dans la lutte contre les campagnes de désinformation. Un sujet déjà au cœur du DSA (cf [EIH du 04/09/2023](#)), qui régule les pratiques des plateformes.



- Sujet de controverse, qui mène [le New York Times](#) à [s'interroger](#) sur l'extension outre-Atlantique de ces nouvelles réglementations, le règlement EMFA est loin de faire l'unanimité.
- Une [coalition quadripartite](#) (composée du Club de Madrid, forum d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement des pays démocratiques, de la [CCIA Europe](#) et de [l'EDRI](#)) fait part de ses préoccupations.
  - L'EMFA constitue certes un pas vers le renforcement de la démocratie au sein de l'UE en promouvant un système médiatique libre et pluralisme.
    - Les conséquences potentielles de [l'article 17](#), introduisant un mécanisme d'auto proclamation, constituent selon elle un risque pour les principes du discours démocratiques.
    - Cet article permettrait indirectement à certains acteurs cherchant à manipuler l'opinion publique, de déguiser la désinformation et la propagande en contenu médiatique légitime.

- Autre problème, les logiciels espions :
  - Codifié dans l'article 4(2)(c), le déploiement d'un logiciel espion est autorisé pour raisons de 'sécurité nationale', et encadré.
  - L'encadrement législatif et judiciaire est insuffisant aux yeux de [ceux qui demandent](#) une prohibition absolue des journalistes.
  - [On peut craindre](#) un usage abusif de l'exception de « sécurité nationale », dont la définition n'est pas uniformément comprise dans les différents États membres.
- Sous couvert d'une protection contre la désinformation, les choses pourraient vite basculer vers une violation de la liberté fondamentale de la presse, consacrée tant à l'échelle constitutionnelle nationale qu'à l'échelle communautaire.
- Certains craignent qu'un tel règlement « [devienne une manière indirecte de réguler la presse](#) ».
- On relèvera que Viktor Orbán, premier ministre hongrois, [s'oppose](#) au futur règlement qu'il dénonce comme « orwellien ».
  - Une accusation ironique, puisque depuis son arrivée au pouvoir, la Hongrie a rétrogradé de la 23e place à la 72e [dans le classement mondial de la liberté de la presse de RSF](#).



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## ÉLARGISSEMENT, COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE EAT ME

Parmi les conséquences de l'agression russe sur l'Ukraine en 2022, la question de l'élargissement de l'Union européenne est redevenue centrale dans le débat européen, assortie d'une forme d'urgence géopolitique pour l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, ex-Républiques soviétiques. Après une longue pause pour cause de « fatigue de l'élargissement », analysée en détail par la Fondation Jean Jaurès en 2019, les Européens cherchent la bonne formule pour accueillir des pays dont le poids, le développement et la géographie représentent des problèmes économiques, géopolitiques et diplomatiques majeurs.



- Avec la Communauté Politique Européenne, le président français a proposé en 2022 à l'Union un espace pour envisager ces questions. Après des réunions hautement symboliques à Prague puis Chisinau, celle de Grenade sous présidence espagnole marque un peu le pas.
  - Les nombreux avocats d'un élargissement à l'Ukraine donnent de la voix, comme ce plaidoyer d'Alexandre Adam, ancien conseiller pour l'Europe d'Emmanuel Macron.
  - A la fin de l'année, les dirigeants européens devront se prononcer sur l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie.
  - Favorablement, probablement, mais, comme le rappelle cet article de Spiegel, il n'y aura pas de passe-droit dans un processus complexe et délicat.
- En effet, pour que l'élargissement se fasse dans les meilleures conditions, il faut s'interroger sur la manière d'élargir et potentiellement réformer l'UE, comme le suggèrent les auteurs du rapport franco-allemand sur l'avenir de l'UE.
  - Dans leur rapport "Appareiller pour la haute mer", ceux-ci proposent de changer les processus de décision, avant tout l'élargissement, et d'évoluer vers une Europe à quatre niveaux.
  - Prudent, le Commissaire européen à l'élargissement, Olivér Várhelyi affirme qu'un élargissement de l'UE en 2030 est envisageable et réalisable, mais nécessitera des efforts.
- L'élargissement potentiel de 8 à 9 nouveaux pays rappelle le "big bang" de 2004, et l'heure est au bilan afin d'apprendre des erreurs passées, suggère l'ancien président de la Commission J.C. Juncker.
  - Une analyse d'Agenda Publica insiste sur le fait que l'UE a trop souvent dû réagir dans l'urgence, face à tout type de crises.
    - La réforme institutionnelle préalable est indispensable.
  - Néanmoins, pour l'historien hongrois Ivan Berend, ne pas reproduire les erreurs de 2004 signifie tout simplement ne pas se précipiter et ne pas élargir davantage l'UE.
    - Il livre son analyse dans un entretien pour le Grand Continent, affirmant qu'un élargissement prévu pour 2030 serait une énorme erreur, considérant que l'Union européenne n'est pas assez préparée à un tel changement.
- L'élargissement prend aussi des dimensions nationales, liées aux préférences géopolitiques des Etats membres.
  - L'Autriche a ainsi réaffirmé son soutien aux Balkans occidentaux, pour une intégration progressive mais réelle.
  - Elle propose de collaborer avec des membres de ces pays sur plusieurs domaines (énergies, transport, Frontex...).

## KOSOVO, SERBIE, FRONTIÈRE FROZEN VHS

Il n'y a pas que dans le Caucase que les vieux conflits reprennent en intensité. Les tensions entre Kosovo et Serbie semblaient pourtant s'être apaisées depuis quelque temps. Même si la Serbie n'a jamais reconnu l'auto-proclamation d'indépendance du Kosovo en 2008, les processus de pré-adhésion à l'UE avaient quelque peu allégé le contexte.



- Malheureusement, le souvenir des guerres de 1998 et 1999 entre séparatistes albanais et forces de la République Fédérale Yougoslave ou les émeutes anti-serbes de 2004 reste vif et prompt à embraser les communautés.
  - L'OTAN poursuit une mission de maintien de la paix au Kosovo depuis 1999, la KFOR, à la suite d'un conflit sanglant entre les populations précitées et le gouvernement yougoslave en 1998.
  - L'alliance militaire a réagi aux nouvelles tensions de septembre 2023 en déployant des troupes de maintien de la paix supplémentaires dans la région, tandis que la Serbie a renforcé sa présence militaire le long de sa frontière avec le Kosovo.
- La situation entre Pristina et Belgrade se dégrade sérieusement depuis un mois.
  - Vendredi 20 septembre 2023, les Etats-Unis alertent sur le déploiement militaire des forces serbes à la frontière avec le Kosovo, lesquelles disposent d'une puissance d'artillerie sans précédent dans cette zone.
    - Le président serbe Aleksandar Vucic minimise l'importance de ce déploiement.
    - Cependant, l'OTAN répond en augmentant les moyens humains de la KFOR, de 600 hommes environ.
- Le 24 septembre 2023, la République du Kosovo a connu la pire flambée de violence depuis qu'elle a déclaré son indépendance de la Serbie en 2008.
  - L'incident s'est produit à Banjska, un village situé à 15 kilomètres au nord-ouest de Mitrovica.
  - Des policiers kosovars sont tombés dans une embuscade alors qu'ils inspectaient deux camions sans plaques d'immatriculation qui bloquaient une route.
  - Les tensions qui ont suivi une fusillade entre un groupe de Serbes ethniques lourdement armés et la police spéciale du Kosovo se sont soldées par la mort d'un policier et de trois hommes armés.
- L'attaque et la fusillade qui s'en est suivie constituent l'une des plus graves escalades au Kosovo depuis des années, après des mois de tensions croissantes et de blocage des pourparlers entre le gouvernement de Pristina et la Serbie.
- Pour Edi Rama, premier ministre albanais, la situation doit être résolue grâce à une implication plus forte de l'UE, et notamment en effectuant une enquête sur la mort du policier, tué par un commando serbe de 30 hommes lourdement armé, le commanditaire de l'opération restant toujours inconnu.
  - Cette proposition peut s'expliquer par le fait que les deux protagonistes se renvoient la responsabilité.
  - Pristina affirme que la Serbie est à l'origine de l'attaque dans le but de déstabiliser le pays.
    - Le gouvernement du Kosovo a publié deux documents prouvant selon lui que la Serbie était à l'origine de ce que l'UE a qualifié «d'attaque terroriste» dans le nord du Kosovo au cours du week-end.
    - Le ministre de l'Intérieur du Kosovo, aurait identifié l'une des personnes tuées comme étant Bojan Mijailovic, le garde du corps d'Aleksander Vulin, le chef des services de renseignement serbes, par ailleurs sous le coup de sanctions américaines.
  - La Serbie nie toujours toute implication et a accusé le premier ministre du Kosovo de faire vivre les Serbes du Kosovo dans la peur, dans le but de les expulser du nord du pays.
    - En outre, Belgrade a reproché à la KFOR de ne pas avoir empêché la police kosovare de tirer sur les Serbes.
  - Au Sommet de Grenade, la présidente kosovare Vjosa Osmani a enfoncé le clou : «Il n'y a aucune raison de se rencontrer avant que des sanctions soient adoptées à l'égard de Vučić».
    - Elle a en outre appelé à des sanctions contre la Serbie.



## GREEN DEAL

### HYDROGÈNE, AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE, DÉCARBONATION GLORHY

Sécurité, précarité, soutenabilité : la décarbonation est l'enjeu central de la transition écologique européenne prévue pour 2050. Aux yeux de beaucoup, la solution miracle passe par l'hydrogène vert dont la journée mondiale se célèbre maintenant le 8 octobre (oui oui).

- Comme nous l'avons souligné, la Commission européenne cherche encore la bonne formule pour dynamiser un marché de l'hydrogène qui ne décolle toujours pas.
  - On estime à l'heure actuelle que la demande peinera à attendre les 8.5 millions.
  - Les raisons de cet échec sont diverses :
    - Pour certains, l'entêtement pour une utilisation de l'hydrogène vert est une erreur, d'autant plus que, comme l'explique Thierry Bros au micro de FranceInfo, professeur à Science Po, « l'hydrogène, pour le moment, on ne sait pas l'utiliser ».
    - D'autres, comme le député européen et ancien Premier ministre polonais Jerzy Buzek (PL-PPE) pensent que le marché est coincé dans un cercle vicieux.

- À ce jour, l'UE déploie plus de 500 projets d'hydrogène et plus de 200 projets de transport et de distribution d'hydrogène.
  - Les projets sont donc en vive augmentation et témoignent d'une volonté commune, permettant d'attendre potentiellement une production de 38 millions de tonnes par an en 2030.
  - Malheureusement, les financements manquent : seuls 4% de cette production concernent des projets ayant déjà débouché sur une décision finale d'investissement.
  - Les projets sont d'autant plus mis sous les feux du projecteur avec l'entrée en vigueur de la Directive efficacité énergie qui entend contraindre à la réduction de la consommation d'énergie des États membres de 11,7 % d'ici à 2030.

- Le domaine où l'hydrogène pourrait s'avérer le plus prometteur est le secteur du transport maritime.
  - Il s'agit de remplacer les combustibles fossiles par le biais de l'hydrogène, nécessaire à la production de combustibles alternatifs tels que l'e-ammonia, l'e-méthanol et le kérosène synthétique.
    - Pour ce faire, les réglementations européennes se doivent d'inciter vers l'hydrogène vert.





# GREEN DEAL

## PARLEMENT EUROPÉEN, PAS TRÈS FRANS DU COLLIER



Le dernier acte du remplacement de Frans Timmermans comme Commissaire en charge du Green Deal s'est joué le 5 octobre 2023. En effet, le départ de Frans Timmermans, parti en campagne pour les élections néerlandaises, a contraint la Commission à lui trouver des remplaçants, à un an de la fin de son mandat.



- Le Parlement européen a validé la nomination de Maroš Šefčovič et Wopke Hoekstra lors d'un vote à bulletins secrets.
  - Le slovaque socialiste Maroš Šefčovič a obtenu 322 voix en sa faveur, 158 contre, et 37 abstentions.
    - Il devient ainsi Vice-président exécutif du "Pacte vert pour l'Europe" de la Commission européenne.
  - Le néerlandais Wopke Hoekstra, membre du PPE a reçu 279 scrutins favorables, 173 en sa défaveur et 33 abstentions.
    - Il est nommé Commissaire chargé de l'action climatique.
    - Il sera notamment en charge de l'organisation de la COP28 qui se tiendra à Dubaï à la fin du mois de novembre.

- Ces nominations ont eu lieu après une semaine houleuse de débats et d'auditions.
  - Ces candidats à F. Timmermans n'avaient initialement pas recueilli les 2/3 des voix nécessaires, et ont été soumis à des questions écrites supplémentaires en début de semaine dernière. Car ces nominations sont controversées.
  - C'est particulièrement le cas de Wopke Hoekstra, un membre du PPE supposé remplacer Frans Timmermans, S&D.
    - Le PPE avait annoncé qu'il souhaitait ralentir sur le Green Deal.
  - De plus, son passé semble le hanter.
    - Les députés écologistes lui reprochent d'avoir anciennement travaillé pour le géant du pétrole, Schell
    - Au sein du parlement néerlandais, il n'a pas toujours pris des positions en faveur de l'environnement.
    - Contradiction entre les paroles et les actions passées lui reproche-t-on dans cet article de Médiapart.
- Néanmoins ses engagements en faveur du climat prononcés lors de son audition ont convaincu les membres de la Commission de l'environnement.
- Les doutes sur les qualifications de W. Hoekstra émis par une partie du parlement ont mobilisé la droite dans la défense de son candidat.
  - Le PPE conditionnant son soutien à l'intronisation du S&D M. Šefčovič à un vote favorable à W. Hoekstra, les équilibres politiques européens sont préservés.
  - Du moins jusqu'au nouveau grand jeu que les élections européennes ouvriront en juin 2024.